



Bruxelles, le 7 mars 2014
140307/03

D É C L A R A T I O N

du porte-parole de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE, sur le jugement rendu à l'encontre de M. Germain Katanga

Le porte-parole de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, a fait ce jour la déclaration suivante :

"La Haute Représentante salue le jugement rendu aujourd'hui par la Cour pénale internationale (CPI) concernant le cas de M. Germain Katanga.

Ce jugement constitue un signal fort de la détermination de la communauté internationale à ne pas laisser les crimes les plus graves impunis, en particulier quand ils sont commis contre des populations civiles sans défense. Avec 120 pays à travers le monde, l'UE soutient activement les travaux de la Cour pénale internationale et la mise en œuvre du Statut de Rome.

Les groupes armés opérant à l'est de la République démocratique du Congo devraient tirer les leçons de ce jugement et déposer les armes. La Haute Représentante soutient les actions en cours de la MONUSCO et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour arriver à cette fin.

POUR EN SAVOIR PLUS:

Michael Mann +32 498 999 780 - +32 2 584 9780- Michael.Mann@eeas.europa.eu @EUHighRepSpox
Maja Kocijancic +32 498 984 425 - +32 2 298 65 70 - Maja.Kocijancic@ec.europa.eu @AshtonSpox Maja
Sebastien Brabant +32 460 75 09 98 - Sebastien.Brabant@ec.europa.eu
Traversa Maria Lyra +32 2 2956368 Maria-Lyra.TRAVERSA@ec.europa.eu
Iulia Costea +32 460 75 07 17 – Iulia.Costea@ec.europa.eu
Suivez-nous sur Twitter @eu_eeas
www.facebook.com/EuropeanExternalActionService
www.eeas.europa.eu

FR

Parallèlement à la compétence universelle de la CPI pour la poursuite des crimes les plus graves, la Haute Représentante souligne l'importance du renforcement des capacités du système judiciaire congolais, lequel fait l'objet d'importants programmes de développement de l'Union européenne dans le cadre de son action globale en vue d'appuyer la réforme du système de sécurité en RDC.

En partenariat avec les Nations unies et les organisations régionales concernées, l'Union européenne est déterminée à contribuer à stabiliser durablement la région."